

**M. Thomas:** Monsieur l'Orateur, ces observations ont une relation bien déterminée, puisqu'elles indiquent l'attitude des chefs politiques canadiens en 1867 à l'égard du drapeau national.

**M. l'Orateur suppléant:** A l'ordre! Je rappelle à l'honorable député que la Chambre étudie en ce moment l'opinion des chefs politiques actuels, et non celle des dirigeants de 1867.

**M. Thomas:** Si vous voulez bien écouter encore une phrase, je terminerai ma citation. Voici les paroles de sir John A. Macdonald:

Pendant tout le trajet, le voyageur ne sera pas hors de la portée du tambour britannique et ses yeux se porteront toujours sur l'Union Jack.

Et voici maintenant—la citation est plus brève—monsieur l'Orateur, le point de vue exprimé en 1867 par George Brown, ce grand chef libéral, au cours du débat sur l'établissement de la Confédération. Ceci concerne un drapeau, et George Brown, ce grand chef du parti de la réforme, a toujours fortement appuyé l'Union Jack. Lors du débat sur la Confédération, il a dit:

Quelques-uns parmi nous verront peut-être le jour où, à la suite de cette mesure, une nation grande et puissante se sera développée sur ce territoire, lorsque les forêts immenses qui nous entourent seront devenues des champs fertiles et des villes prospères, et lorsqu'un gouvernement uni, sous le drapeau britannique, exercera son autorité d'un océan à l'autre.

Encore une fois, on mentionne le drapeau britannique qui était à cette époque l'Union Jack. Nous avons, ici, des représentants du parti conservateur et du parti libéral qui ne s'opposent pas à l'Union Jack. Puis, nous arrivons à l'opinion de sir Georges-Étienne Cartier qui, dans le temps, était le grand chef canadien-français du Québec. Il était un fervent également du drapeau britannique. Voici une nouvelle parue le 23 mai 1862 dans le *Morning Chronicle* de Québec, qui se lit ainsi qu'il suit:

Comme nous le savons, le vote contre le bill de la milice de 1862 a rejeté une mesure qui devait assurer au pays une défense meilleure et plus efficace. Nous avons donc le sentiment d'avoir succombé en défendant une mesure dont l'adoption nous semblait nécessaire pour assurer la pleine jouissance de nos institutions politiques libres, sous la protection du drapeau glorieux de la vieille Angleterre.

Par ailleurs, aucun différend ne s'est élevé lors de l'établissement de la Confédération. Le drapeau était acceptable à tous les éléments

[M. l'Orateur suppléant.]

du pays, aux conservateurs, aux libéraux, aux habitants du Haut et du Bas-Canada. L'emploi de l'Union Jack n'a donné lieu à aucune protestation, à aucune opposition. Apparemment, ce n'est que dernièrement qu'on a soulevé des objections contre l'Union Jack. Ce sentiment peut changer. Le Québec compte environ 5.5 millions d'habitants, dont environ 3.5 millions, je crois, ne parlent pas l'anglais, mais seulement le français. Il y a environ 10.5 millions de gens au Canada qui ne parlent que l'anglais. Or, le problème actuel est de nous entendre sur un drapeau de compromis, un drapeau auquel tous les habitants peuvent souscrire et dont l'adoption ne fera ni gagnants ni perdants.

J'ai ici une lettre écrite par un groupe de personnes distinguées qui a une portée particulière sur le choix d'un drapeau national. On a fait allusion à des extraits de cette lettre à plusieurs reprises, mais on ne s'est jamais servi de la lettre, qui n'est pas longue. Il y en a des parties qui n'ont jamais été employées. Cette lettre porte les signatures d'un groupe de distingués Canadiens, comme M. D. G. Creighton, professeur d'histoire à l'Université de Toronto et M. Eugene Forsey, vail du Canada à Ottawa. Je puis dire que directeur des recherches au Congrès du tra-j'ai appelé M. Forsey simplement pour m'assurer qu'il s'agissait d'une lettre authentique et que les sentiments qui y sont exprimés sont honnêtes et réellement ceux des personnes intéressées. M. Forsey m'a assuré, lorsque je lui ai lu des extraits de cette lettre qu'elle était authentique et représentait les opinions de ces personnes. Les autres signataires étaient: M<sup>me</sup> H. A. Doyle, Edmonton, MM. W. L. Morton, professeur d'histoire au University College, Université du Manitoba, T. H. B. Symons, président et vice-chancelier, Université Trent, Peterborough, Jean Palardy, auteur, directeur de films, Montréal, M. Denis Smith, président adjoint et professeur adjoint de sciences politiques à l'Université Trent, Peterborough, David M. Harley, avocat et conseiller juridique, Toronto, Eric McLean, critique musical, Montréal, Walter Pitman, chef du département d'histoire, Kenner Collegiate, Peterborough. Il a déjà occupé un de ces sièges. Il y a aussi MM. Macgregor Parsons, Red-Deer (Alberta) et Scott Bull Symons, curateur adjoint des collections canadiennes, Musée royal de l'Ontario, Toronto.

Cette lettre a été adressée au premier ministre le 27 mai 1964 et je la trouve aussi appropriée aujourd'hui qu'elle l'était à ce moment-là. Je cite:

Après avoir mûrement réfléchi à la question du drapeau, nous jugeons nécessaire de vous écrire cette lettre ouverte pour vous exprimer nos sen-